

Message du Président

L'année 1987 aura été marquée, dans le domaine de l'arbitrage, par d'importants développements à la fois en ce qui concerne l'ASA et de façon générale.

Notre Association a déployé une activité réjouissante: elle a continué à accroître le nombre de ses membres, grâce au dynamisme de quelques-uns, en particulier en Suisse italienne, et a vu se constituer des "Groupes locaux" à Zurich, Bâle, Lausanne et Genève, qui tiennent des réunions régulières pour discuter de questions d'actualité. Les deux Assemblées annuelles de l'ASA, si bien fréquentées qu'elles soient, ne pouvaient en effet suffire à satisfaire le désir de "formation permanente" des praticiens suisses, et l'on se réjouira de constater que les magistrats, un peu hésitants naguère, sont de plus en plus nombreux à s'associer à ces rencontres, pour nous faire bénéficier de leur précieuse expérience judiciaire et pour mieux s'informer eux-mêmes. L'exemple, indiscutable, de l'étranger démontre, on le sait, que la modernisation du droit de l'arbitrage, intervenue ou en cours dans des pays comme la France, l'Angleterre ou l'Allemagne, ne peut réussir sans la participation des juges.

D'autre part, notre Association - qui avait milité dès l'origine en faveur d'une législation fédérale - a été associée de près aux travaux parlementaires, à ceux, surtout, de la Commission du Conseil national qui a profondément remanié, et amélioré, le chapitre 11 (aujourd'hui 12) du Projet du Conseil fédéral de LF de droit international privé. C'est donc avec satisfaction que l'ASA constate aujourd'hui l'aboutissement d'un effort de modernisation qui s'imposait.

Après le vote final des Chambres fédérales, ce mois-ci, le prochain numéro du Bulletin ne manquera pas de commenter cet événement très important, que l'ASA et ses membres devront s'efforcer de faire largement connaître à l'étranger.

Pour que la Suisse conserve, voire développe, le rôle qui est traditionnellement le sien en la matière, il ne lui suffira certes pas d'avoir une législation moderne, bien adaptée (contrairement au Concordat de 1969) aux besoins spécifiques de l'arbitrage international contemporain. Il ne lui suffit pas non plus d'offrir un environnement stable et sûr, un certain libéralisme politique et économique et des conditions d'accueil particulièrement favorables. Il faut aussi - que l'on nous pardonne ces truismes- que les services rendus par les arbitres, conseils ou experts suisses (qu'ils agissent en Suisse ou à l'étranger) soient de la plus haute qualité possible, et que la jurisprudence, dans son action d'assistance et de contrôle, se montre consciente des réalités et des besoins de l'arbitrage dans les conditions changeantes du commerce international.

Sur un plan plus général, il y aurait beaucoup à dire, mais il faudra y revenir, sur les développements survenus au cours de l'année écoulée: expansion continue de l'arbitrage, interne et international, prolifération des centres, institutions ou "pseudo-institutions", dans un climat de concurrence intense où il est parfois malaisé de distinguer, du praticien "normalement" en quête de publicité personnelle, le

simple affairiste ou charlatan. Multiplication aussi des conférences, congrès et colloques de tous genres, et de tous niveaux. Enfin, plus grave sans doute, il faut citer la tendance à la "processualisation" à l'outrance de l'arbitrage, et la multiplication des contestations de procédure, tendance favorisée par l'importance prise par les "litigation lawyers" dans certains pays et la transposition de pratiques locales sur le plan international. Certains parlent même ici d'une dégradation de l'éthique et des moeurs arbitrales... Quoi qu'il en soit, les sujets d'étude et de réflexion ne manqueront pas ces prochaines années pour tous ceux qui s'intéressent aux méthodes de prévention et des règlements des litiges du commerce international.

Le Comité exprime à tous les membres de l'ASA et à tous les lecteurs de ce Bulletin ses voeux les meilleurs pour Noël et la Nouvelle Année.

Pierre Lalive
Président

593